



L'ANNÉE 1914
Après quelques mois sur le front, des échanges non violents et des gestes de fraternisation se multiplient entre belligérants. Loin d'être un phénomène ponctuel, ces moments scandent tout le conflit et préparent à l'émergence des pacifismes de l'entre-deux-guerres

Soldats allemands et britanniques fraternisent à l'occasion de Noël, en Belgique, en 1914. TOPFOTO/ROGER-VIOLETT

Noël fraternel dans les tranchées

1919-1923 :
la paix
manquée

PAGES II-III

Ci-gît
la Serbie
de Pierre I^{er}

PAGES VI-VII

Pour ceux qui ne goûtent pas le caractère convenu ou familial des fêtes de Noël, cette année 2014 offre l'occasion d'une autre célébration. L'agence de tourisme historique écossaise Mercat Tours propose ainsi à son catalogue un circuit sur les champs de bataille de Belgique intitulé « Centenaire de la trêve de Noël » (*Christmas Truce*). Un programme plus général – pas moins de 15 pages – rassemble les événements commémoratifs prévus sur le même thème, autour de décembre 2014 : projections, expositions, concerts et matchs de football.

Par là, il s'agit de célébrer les scènes de fraternisations dans les tranchées entre les soldats français, anglais et allemands à l'occasion du premier Noël de guerre, fraternisations qui se marquèrent, entre autres, par quelques jeux sportifs. Le film à succès de Christian Carion, *Joyeux Noël* (2005), a contribué à leur forte présence mémorielle depuis quelques années.

Ces fraternisations se déroulèrent en particulier sur une large partie du front germano-anglais. L'ancien combattant Alexandre Renaud témoigne, dans *Chair à canon* (1935), d'un de ces échanges pacifiques. Les Allemands d'en face lancent des fusées et se mettent à chanter :

« Puis, la contagion de ce chant nous empoigne à notre tour et le cantique reprend dans les deux tranchées à la fois. » Les échos sonores se multiplient, et on s'envoie des cadeaux d'une tranchée l'autre, saucisson contre chocolat. « Maintenant depuis que, pour quelques heures, les hommes d'en face ne sont plus nos ennemis, un peu de joie flotte dans l'air et la neige semble moins froide. » A l'initiative des Allemands, les soldats sortent de leurs tranchées pour se rencontrer : « Tout le monde sifflote joyeusement. On fume, on rit : c'est Noël, la trêve de Dieu. »

LIRE LA SUITE PAGE II

ARCHIVES
la Grande
Collecte
MEMOIRE
HISTOIRES
SOUVENIR

www.centenaire.org/la-grande-collecte

14 & 15 novembre 2014

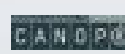
PARTAGEZ L'HISTOIRE de votre famille
pendant la Première Guerre mondiale



BnF



14 — 18
Mission
CENTENAIRE



SUITE DE LA PAGE I

Il ne faudrait cependant pas conclure que ce moment est un épisode exceptionnel de la Grande Guerre. La polarisation contemporaine des mémoires sur ces fraternisations de Noël 1914 risque de masquer une pratique ordinaire de la guerre des tranchées. Sur de nombreux fronts, à l'Ouest, à l'Est, comme entre Autrichiens et Italiens, les combattants s'efforcent de limiter la violence et les temps de violence, ce que l'historien britannique Tony Ashworth a qualifié de « *vivre et laisser vivre* ».

Dans bien des secteurs du front, lorsqu'il n'y a pas d'opérations ou d'attaques, les hommes cherchent en effet à préserver le calme, dans la mesure du possible. D'autant que les lignes sont parfois très proches. Ces dispositions prennent la forme de « trêves tacites » ou de canonnades ritualisées, où chacun est plus ou moins prévenu. Parfois, les soldats échangent à distance, voire chacun sort de la tranchée pour aménager ou réparer les positions, se promener, sans comportement agressif. Enfin, il arrive, comme dans ces fameuses trêves de Noël, que l'on fraternise véritablement dans l'interaction, surtout quand l'un ou l'autre connaît la langue de l'ennemi. Les hommes rapportent alors des nouvelles, partagent du tabac, des vivres et se prennent en photo. Plusieurs clichés nous sont restés où les adversaires posent ensemble.

Parfois, les soldats échangent à distance, chacun sort de la tranchée pour aménager ou réparer les positions, se promener, sans comportement agressif

Ces épisodes sont attestés sur l'ensemble du conflit, avant même Noël 1914. Au total, comme l'a noté l'historien Rémy Cazals, les pratiques de trêves et fraternisations, au-delà d'un petit répit, témoignent d'une capacité de résistance des soldats au discours sur l'ennemi et à l'« ensauvagement » de la guerre (*Frères de tranchées*, Perrin, 2005). Mais le climat peut se tendre rapidement. L'attitude du sergent André Letac, à Noël 1914, l'illustre : « *Bientôt, nous voyons se dérouler une procession. Les Allemands sortis de leurs trous se promènent dans la plaine avec des lampions et portent des boissons chaudes à leurs sentinelles. Malgré l'ordre, je fais tirer immédiatement.* »

Certains combattants font de ces trêves plus qu'une réduction temporaire de la violence. C'est le cas de Louis Barthas, tonnelier de l'Aude, qui écrit pour 1915 : « *Qui sait ! peut-être un jour sur ce coin de l'Artois on élèvera un monument pour commémorer cet élan de fraternité entre des hommes qui avaient l'horreur de la guerre et qu'on obligeait à s'entretuer malgré leur volonté.* » (*Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, La Découverte-Poche, édition du centenaire, 2013).

En effet, avec la prolongation de la guerre dans les dures conditions des tranchées, de nombreux soldats dans toutes les armées en appellent à la fin du conflit. Au sein du mouvement ouvrier, parmi les intellectuels, passé le temps de la sidération des unions sacrées de 1914, de multiples groupes, plus ou moins radicaux, luttent pour la cessation des hostilités et l'arrivée de la paix. En Angleterre, c'est la création de l'Union of Democratic Control (1914) ; au sein du mouvement ouvrier, les conférences de Zimmerwald et Kienthal (1915 et 1916) marquent cet engagement, tandis qu'un congrès des femmes pour la paix est organisé, non sans difficultés, à La Haye (1915). Partout aspirations révolutionnaires et luttes pour la paix s'entremêlent et les bolcheviks font de la paix un de leurs principaux mots d'ordre. Pendant le conflit, l'expression des courants pacifistes est souvent limitée par les conditions juridiques et politiques de l'état de guerre, la censure, mais aussi par le poids des discours dominants.

Avec la fin des hostilités – et leur terrifiant bilan –, les critiques et les luttes du temps de guerre se transforment en un essor général des mouvements pour la paix, en particulier appuyés sur la Société des nations (1919). C'est l'époque de multiples créations de ligues, d'associations, pour la paix, pour le désarmement, l'objection de conscience, telle la radicale Internationale des résistants à la guerre, IRG/WRI qui existe toujours. Les anciens combattants, des millions dans toute l'Europe, jouent un rôle actif, avec d'amples nuances selon les pays. Les Eglises aussi participent du renouvellement des pacifismes.

Certains appellent à une union des Etats européens, comme le mouvement Pan-Europe du comte Coudenhove-Karlergi. Entre Français et Allemands, ce militantisme des années 1920 en faveur de l'organisation de la paix trouve un relais officiel, non sans ambiguïtés, à l'ère dite « Briand-Stresemann » (du nom des deux hommes politiques qui dirigent la politique extérieure de la France et de l'Allemagne), qui se marque notamment par un projet d'Etats-Unis d'Europe (1929-1930).

Mais le pacifisme recouvre différentes positions, plus ou moins radicales, sur les questions militaires comme sur les relations internationales. L'écrivain et ancien combattant Jean Guéhenno écrit ainsi : « *C'est un des plus vrais périls de ce temps que chacun se dise, se croie pacifiste, sans l'être cependant (...). Ce n'est point être pacifiste que d'être une "bonne âme".* » (*Revue Europe*, 1930).

Un pacifisme « intégral », né de la guerre, fait de la paix la priorité absolue. Les débats prennent un tour dramatique lorsque le fascisme et, en particulier, les nazis conduisent une politique agressive ; lorsque la République se défend les armes à la main en Espagne (1936-1939). Car comment concilier, en démocrate, en socialiste, le pacifisme intransigeant, le « plus jamais ça » d'après 14-18, et l'antifascisme actif ?

Les attitudes se déclinent ici en une multitude de nuances et les discussions se font âpres parmi les militants de la paix. Les mémoires de la guerre des tranchées, de ses souffrances, pèsent de tout leur poids dans les prises de position – ou leur absence – face à l'expansionnisme fasciste. On a pu dire que les pacifistes s'évertuaient à éviter Verdun dans les années 1930, comme pour souligner leurs incompréhensions des nouveaux périls. C'est là un regard rétrospectif trop facile. Mais il est sûr que la Grande Guerre a transformé durablement les perceptions de la guerre, ébranlé profondément sa légitimité. ■

NICOLAS OFFENSTADT

« La paix est un échec dès le milieu des années 1920 »

ENTRETIEN | L'historien américain Jay Winter analyse la paix manquée de 1918 et ses conséquences internationales multiples, encore sensibles aujourd'hui

Professeur à l'université de Yale, Jay Winter est spécialiste de la première guerre mondiale. Il est associé à la naissance du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne (Somme), qui consacre ses travaux à l'histoire culturelle de la guerre de 1914-1918.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence, dont celui publié en codirection avec Annette Becker et intitulé *The Cambridge History of the First World War* (simultanément chez Cambridge University Press et, en français, chez Fayard *La Première Guerre mondiale - tome 1 : Combats*, octobre 2013), premier livre d'histoire globale sur le sujet, suivi des tomes 2 et 3, respectivement sur les Etats (936 pages, 36 euros) et sur les sociétés civiles, à paraître, le 10 novembre 2014 (912 pages, 37 euros).

Le monde se fait la guerre pendant plus de quatre ans. Les Etats signent la paix en 1919-1920 en se disant « plus jamais ça ». Pourquoi n'arrive-t-on pas à sceller une paix durable ?

De nombreuses raisons expliquent que la paix n'ait pas tenu. La première tient à l'exclusion de l'Allemagne et de la Russie de la toute récente Société des nations (SDN), ainsi qu'à la non-participation des Etats-Unis. La deuxième est due à l'erreur qu'a constitué le fait d'exiger de l'Allemagne des réparations de guerre de nature punitive, ce qui a entraîné la déstabilisation de la République de Weimar et rendu inévitable une révision du traité de Versailles. La troisième résulte de l'incapacité à mettre en place une structure de stabilisation économique à l'échelle de toute l'Europe ; c'est cette erreur qui explique que l'affaiblissement de l'économie européenne ait dégénéré en une crise mondiale après l'effondrement des marchés boursiers en 1929. C'est à partir de ce krach que les nazis sont devenus une force politique crédible et que leur poids électoral s'est spectaculairement renforcé. Le chemin qui a conduit Hitler au pouvoir passait par cette crise mondiale.

Au milieu des années 1920, les politiques, les intellectuels, les opinions publiques considèrent-ils que les traités de 1919 à 1923 sont une réussite ou un échec ? Autrement dit, qui, et à partir de quand, commence à estimer que la paix a échoué ?

A la fin de la guerre, la Turquie se trouva dans le camp des vaincus. Les termes du traité de Sèvres étaient durs. Ils confiaient à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Italie et à la Grèce le soin d'« administrer » certaines parties de la Turquie européenne et de l'Anatolie. Pendant quatre ans, Mustafa Kemal ou Atatürk (« père de tous les Turcs ») s'employa à rassembler les débris de l'ancienne armée ottomane et réussit à en faire une force combattante suffisamment puissante pour chasser les forces d'occupation alliées. Signé en 1923 en remplacement du traité de Sèvres (1920), le traité de Lausanne prit acte de la nouvelle situation sur le terrain et, au terme de négociations directes, autorisa la Turquie et la Grèce à procéder à un « échange de populations » par lequel plusieurs millions de Grecs d'Anatolie émigrèrent en Grèce

et en Bulgarie, tandis que plusieurs millions de musulmans originaires des Balkans rejoignirent la nouvelle République turque. Le nettoyage ethnique se trouvait légitimé par le droit international. La nouvelle nation turque en sortit ethniquement plus unifiée et moins tiraillée par ses minorités grecque et arménienne que ne l'avait été l'Empire ottoman. L'Etat turc moderne est donc directement issu du génocide des Arméniens perpétré en 1915-1916 et des victoires militaires d'après-guerre remportées par l'armée turque sous le commandement d'Atatürk. La défaite de l'Empire ottoman donna naissance à la République turque. Il est donc clair que le traité de Sèvres de 1920 s'était soldé par un échec.

Par ailleurs, la création des nouveaux Etats qu'étaient la Pologne, l'Autriche, la Hongrie et la Yougoslavie a suscité des conflits incessants au sujet des frontières nouvellement établies de ces différents pays. Notamment pour la Hongrie, qui perdait les deux tiers du territoire qu'elle occupait avant la guerre et où le traité de Trianon a mécontenté l'ensemble de la population du pays. Bref, la paix est un échec et, dès le milieu des années 1920, elle fut considérée comme telle dans la plupart des régions européennes.

Peut-on dire que l'Europe de 1918 a accouché de trois conceptions majeures de l'« internationalisme » comme rempart contre la guerre : le communisme, le pacifisme et le libéralisme ?

Il y eut un quatrième courant majeur d'inspiration pacifiste : celui des mouvements d'anciens combattants, dont l'activité transnationale était fondée sur l'autorité morale de ces anciens soldats, et en particulier de ceux qui avaient été bles-

« Adversaires résolus de l'autodétermination, les empires ont accouché d'une paix qui, dans son essence même, ne pouvait être qu'instable »

sés. Dans l'entre-deux-guerres, le mouvement pacifiste fut en effet un mouvement complexe qui allait au-delà de ses trois composantes principales qu'étaient les communistes, les libéraux et les pacifistes de principe qui rejetaient toute forme de maniement des armes.

En France, un mouvement pacifiste très diversifié se développa sous l'impulsion de l'Union fédérale des associations françaises d'anciens combattants, créée notamment par René Cassin (1887-1976). Ce mouvement s'est battu à la fois pour les droits des anciens combattants – une pension décente et des soins médicaux pour les handicapés – mais a également mené une action antiguerre fondée sur la notion que

Pacifismes et traités de paix

22 septembre
Romain Rolland publie dans *Le Journal de Genève* un manifeste pacifiste intitulé « Au-dessus de la mêlée ».

2 décembre
Le député SPD Karl Liebknecht vote contre les crédits de guerre.

25 décembre
Fraternisations entre soldats alliés et allemands sur le front ouest.



Romain Rolland.
ROGER-VIOLETT

1915

15 avril
Plus de 1 000 femmes de 12 pays se réunissent en congrès pour la paix à La Haye (Pays-Bas) sous la présidence de Jane Addams.

5-8 septembre
Trente-huit socialistes européens de onze nationalités se réunissent à Zimmerwald, en Suisse. Ils rédigent un manifeste appelant à la paix entre les peuples, sans annexions ni indemnités. Parmi les participants, Lénine et deux syndicalistes français, Alphonse Merrheim et Albert Bourderon.

1916

20-24 avril
Des socialistes tiennent une deuxième conférence pacifiste en Suisse, à Kienthal.

24 juin
Trois députés socialistes français refusent de voter les crédits de guerre.

12 décembre
Une note sur la paix adressée aux Alliés par l'Allemagne propose d'« entrer dès à présent en négociation de paix », sans formuler des propositions précises.

20 décembre
Note sur la paix adressée aux belligérants par le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson.

1917

23 mars
Les princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme, mandatés par le gouvernement français, rencontrent l'empereur Charles I^{er} en Autriche pour une tentative de paix, à l'initiative de ce dernier. Elle restera sans suite en raison de l'hostilité de Berlin.

Mai-juin
Mutineries dans l'armée française.

1^{er} août
Le pape Benoît XV envoie aux chefs des Etats belligérants une lettre d'« exhortation à la paix ». Il propose le désarmement des deux parties, l'abandon des mandats de réparation et l'évacuation de la Belgique et du territoire français.



■ Rassemblement organisé par les socialistes indépendants et les communistes contre le traité de Versailles, à Berlin, le 3 août 1919.
AKG-IMAGES

■ David Lloyd George, Georges Clemenceau et Woodrow Wilson arrivent à Versailles, le 28 juin 1919, pour la signature du traité.
EXCELSIOR - L'ÉQUIPE / ROGER-VIOLLET

■ Le délégué turc signant le traité de Sèvres, le 10 août 1920.
ALBERT HARLINGUE / ROGER-VIOLLET



la sécurité collective primait sur la sécurité des Etats individuels.

Cette idée selon laquelle les Etats devaient renoncer à une partie de leur souveraineté afin d'assurer la sécurité collective constitue l'origine de l'Union européenne qui, après la seconde guerre mondiale, mit en œuvre les idées du mouvement des anciens combattants de l'entre-deux-guerres.

On assista donc alors à l'émergence de différentes formes de pacifisme, dans lesquelles des hommes qui avaient versé leur sang pour leur pays et éprouvé dans leur chair les horreurs de la guerre ont jeté les fondations intellectuelles et politiques d'un ordre européen qui ne vit le jour qu'une dizaine d'années après la fin du second conflit mondial.

Pourquoi et comment ces trois modèles ont-ils échoué, vaincus par le stalinisme, le fascisme et la crise de 1929 ?

Le premier de ces groupes – les communistes – était coincé entre son engagement international en faveur de la paix et son obligation idéologique

de défense de l'Union soviétique. Lorsque les tensions se sont aggravées, les communistes ont considéré que les intérêts de l'Union soviétique primaient sur ceux de la paix.

Le deuxième groupe – les pacifistes – n'a jamais bénéficié que d'un infime soutien dans l'opinion. Et lorsque les Japonais envahirent la Mandchourie, les pacifistes n'eurent, tout comme la SDN, aucune réponse face à ce genre de militarisme fanatique et brutal.

Le troisième groupe – les « internationalistes économiques », promoteurs du libre-échange – a été balayé par le krach boursier et la crise mondiale de 1929-1932.

Quels sont, selon vous, les principaux problèmes internationaux contemporains liés à la paix manquée de 1918 ? Y a-t-il également eu des avancées liées à cette période ?

La contradiction fondamentale du règlement de paix provenait du poids des intérêts impériaux. La notion d'autodétermination se heurta aux politiques de renforcement de la puissance des empires, et les impérialistes l'emportèrent.

Même Hitler a su prendre la SDN à son propre piège en exigeant l'autodétermination des Sudètes d'origine allemande en Tchécoslovaquie. Adversaires résolus de l'autodétermination, les empires ont accouché d'une paix qui, dans son essence même, ne pouvait être qu'instable.

Les accords de paix conclus à la fin de la Grande Guerre se traduisirent, en effet, par des divisions artificielles de l'espace qui ignoraient ou ne tenaient pas réellement compte des zones ethniques, ni de la façon dont certains groupes linguistiques se sont retrouvés fractionnés par les nouvelles frontières nationales. Ainsi comptait-on un plus grand nombre de magyarophones en dehors des frontières de la Hongrie, qui avait perdu les deux tiers de son territoire d'origine, qu'à l'intérieur de la nouvelle entité hongroise. La nouvelle Yougoslavie rassemblait des Croates, des Serbes et des Bosniaques dont la langue, la religion et la politique étaient largement incompatibles entre elles.

L'Ukraine également était un territoire dont les frontières traduisaient le chaos du nouveau monde qui avait émergé des ruines de l'Empire

russe après 1917. Seule la fin de la guerre froide en 1989-1991 nous a permis de constater que l'ombre portée de la première guerre mondiale recouvrait encore l'est de ce pays, où une violente confrontation est en cours pour déterminer où finit la Russie et où commence l'Ukraine.

L'évolution de l'historiographie sur la première guerre mondiale a-t-elle permis de dégager, selon vous, une autre façon d'écrire l'histoire politique ?

L'histoire transnationale fournit une approche thématique de l'histoire de la guerre. Il est absurde d'écrire sur la psychose traumatique du soldat d'un point de vue national ; il en va de même pour les économies de guerre, l'art, les mutineries, la logistique ou les soins médicaux. *The Cambridge History of the First World War*, dont j'ai dirigé la publication, représente cette nouvelle interprétation transnationale de la première guerre mondiale. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GAÏDZ MINASSIAN ET ANTOINE REVERCHON
(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

1918	1919	1920
8 janvier Dans son discours au Congrès sur l'état de l'Union, Woodrow Wilson présente un programme de 14 points pour mettre fin à la guerre et organiser la paix. Préparatifs pour l'arrivée du président Wilson à Brest, le 13 décembre 1918. EXCELSIOR - L'EQUIPE/ROGER-VIOLLET	28 juin Traité de Versailles entre les Alliés et l'Allemagne qui attribue à celle-ci la responsabilité de la guerre. Ses 440 articles prévoient l'amputation du territoire allemand, le démantèlement de sa puissance militaire et de lourdes réparations de guerre. Les fondateurs de la SDN, en 1919. TOPFOTO/ROGER-VIOLLET	10 septembre Traité de Saint-Germain-en-Laye, entre les Alliés et l'Autriche, qui démantèle l'Empire austro-hongrois. 27 novembre Traité de Neuilly-sur-Seine entre les Alliés et la Bulgarie. 10 janvier Naissance de la Société des nations après l'entrée en vigueur du traité de Versailles. Son siège se situe à Genève. 19 mars Le Sénat américain refuse de ratifier le traité de Versailles. Les Etats-Unis ne participeront pas à la SDN. 4 juin Traité de Trianon avec la Hongrie au palais du Grand Trianon, à Versailles. 10 août Traité de Sèvres avec la Turquie, auquel sera substitué le traité de Lausanne le 24 juillet 1923.

La nouvelle Europe et l'échec de la paix

Dans l'immédiat après-guerre, conférences et traités se succèdent. Ils n'empêcheront pas la montée des périls

Dans la plus pure tradition diplomatique des « congrès » européens, chargés de conclure les guerres des XVIII^e et XIX^e siècles, les représentants des Etats venus de tous les coins du globe se rendent à la Conférence de Paris qui, ouverte le 18 janvier 1919, ne se séparera qu'en août 1920. Cette conférence est censée organiser le monde de l'après-Grande Guerre au moyen de traités entre les puissances.

Mais son péché originel est d'exclure des négociations non seulement les Etats vaincus, qui n'ont que le droit de ratifier les textes élaborés par les vainqueurs, mais aussi la Russie bolchevique, transformée en Etat paria par la crainte de la contamination de la révolution.

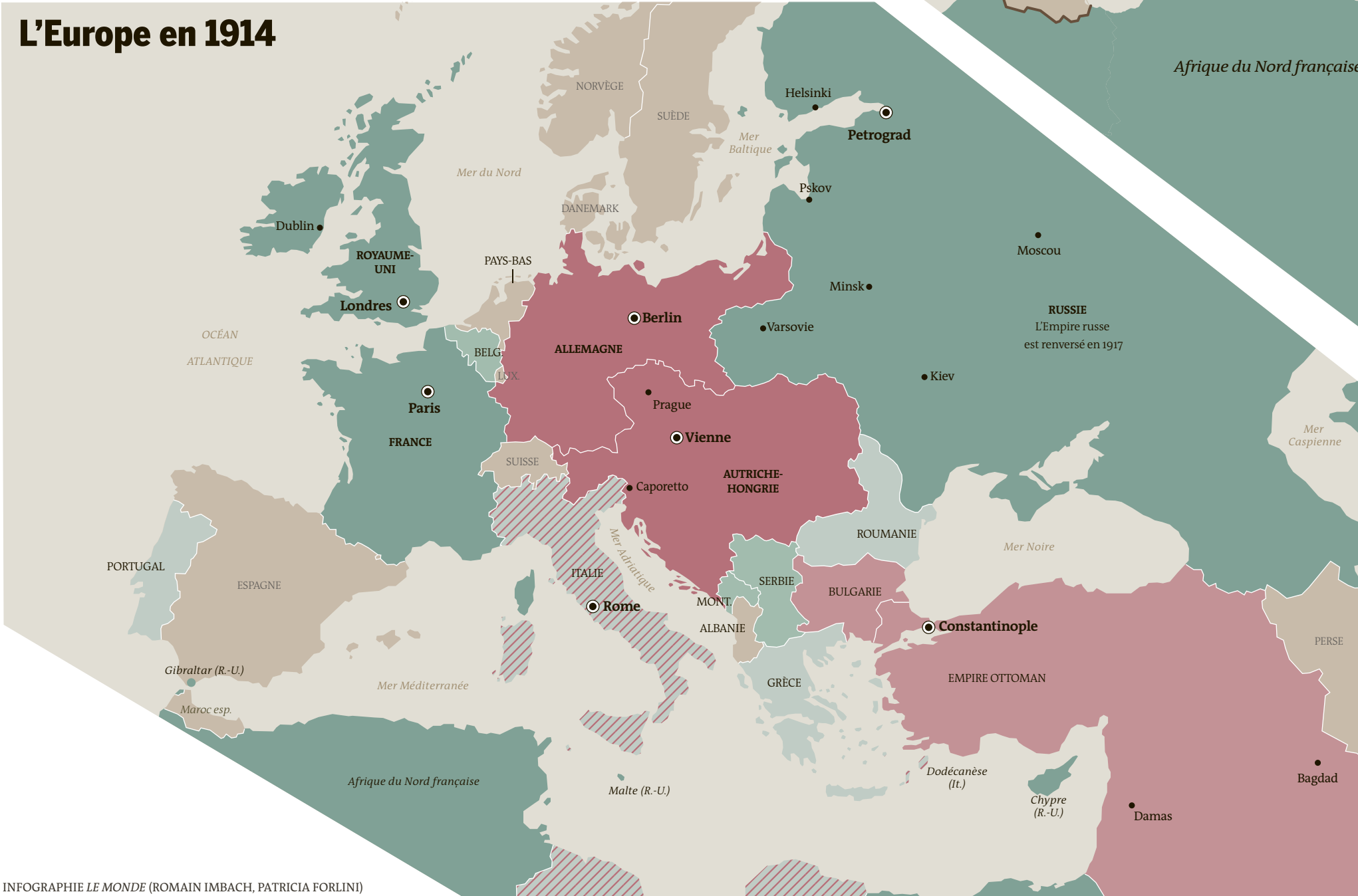
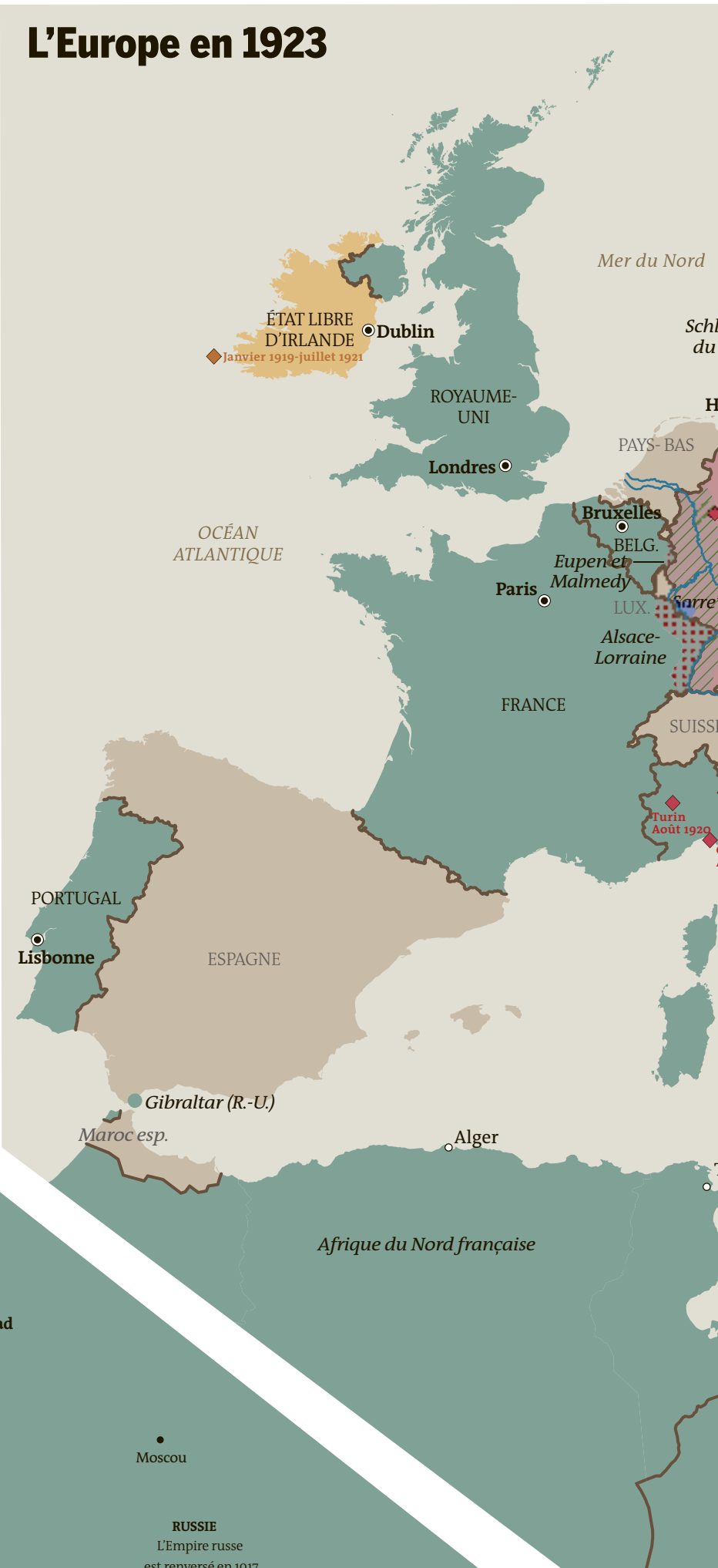
Le second péché des traités de 1919 et 1920 est d'osciller entre des modalités de règlement typiques des conflits des siècles passés (annexions et échanges de territoires et de colonies, création d'Etats tampons, paiement de réparations, désarmement des vaincus) et l'élaboration d'un système de sécurité collective, basé sur des principes juridiques visant à mettre la guerre hors la loi et à régler pacifiquement les tensions internationales (création de la Société des nations [SDN], droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consultation des populations par plébiscite, respect des droits des minorités ethniques ou religieuses). Cette tension entre les visées impérialistes des Etats et l'affirmation de l'espoir d'un monde nouveau, porté autant par le président Wilson que par les insurrections de soldats, d'ouvriers et de paysans qui secouent presque toute l'Europe de l'automne 1917 à l'été 1920, se résout au profit des premières. La SDN est vouée à l'échec dès sa naissance, à partir du moment où le Sénat américain, en refusant de ratifier le traité de Versailles, exclut les Etats-Unis du rôle de gendarmes de la sécurité collective.

Surtout, troisième péché, les conflits de territoires entre les nouveaux Etats européens, les redécoupages imposés par les traités aux dépens de toute logique ethnique, religieuse ou linguistique, les parodies de consultation des populations, et enfin la répression des insurrections bolcheviques en Allemagne et en Hongrie, privent rapidement de toute légitimité la prétention des Etats à organiser et à maintenir la paix en Europe.

Les révolutions, les rapports de force sur le terrain, les intérêts divergents s'imposent aux dépens du rêve d'un monde pacifié

Le dernier traité à régler le sort d'un des vaincus, le traité de Sèvres, qui démantèle l'Empire ottoman en août 1920, sera aussi le premier à être révisé de fond en comble trois ans plus tard, avec le traité de Lausanne. Car les révolutions (en l'espèce la révolution kémaliste), les rapports de force sur le terrain (les victoires turques sur les Alliés), les réticences des puissances à faire respecter leur signature dès lors que leurs intérêts divergent, imposent leurs dures réalités aux dépens du rêve d'un monde pacifié. Dans les seize années qui suivront, les autres traités signés en 1919-1920 n'offriront guère plus de résistance à la montée des périls, qui culmineront dans le massacre, encore plus effroyable, de la seconde guerre mondiale. ■

ANTOINE REVERCHON



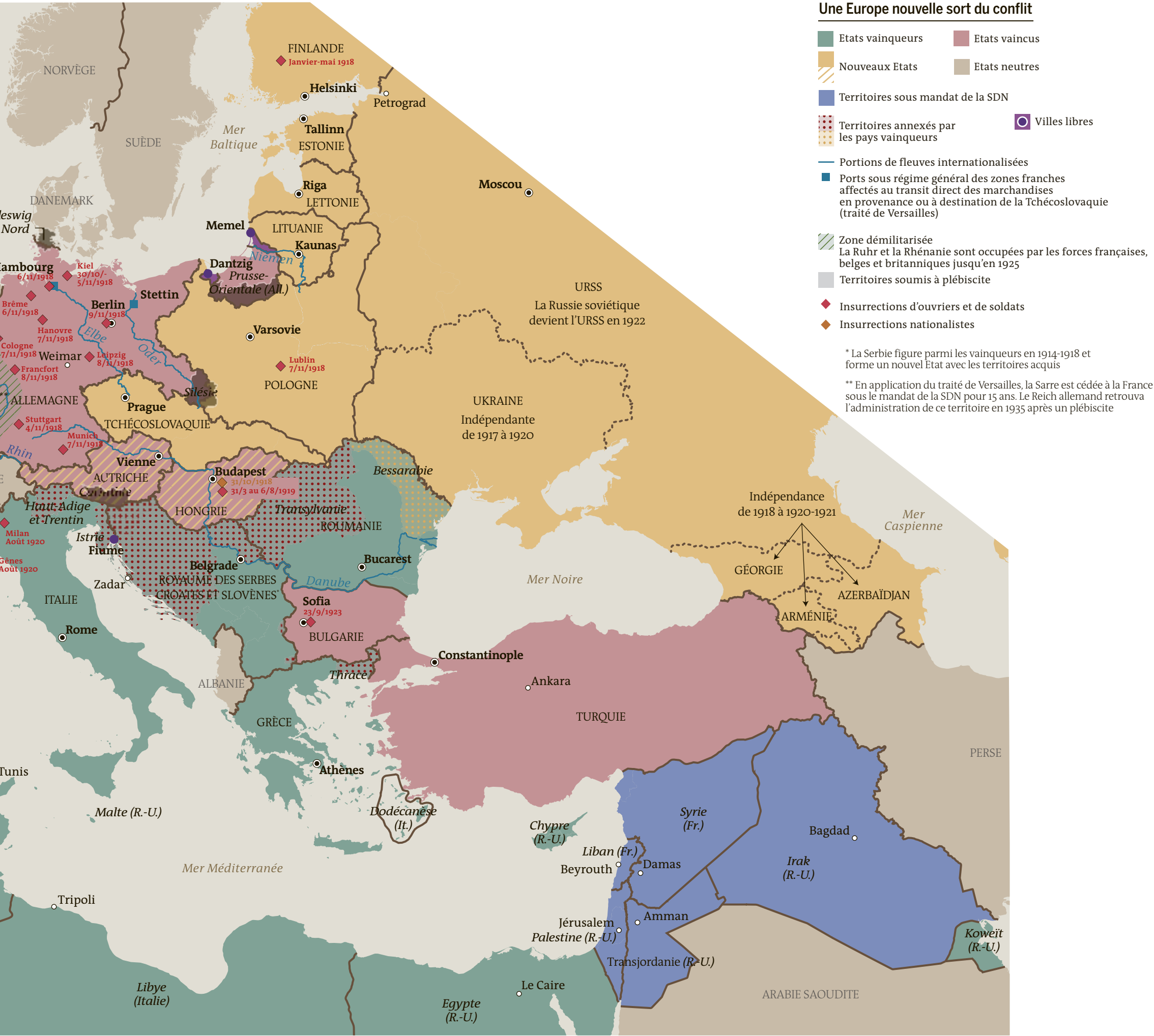
Les Etats en guerre

EN AOÛT 1914

- Triple Entente (France, Royaume-Uni, Russie)
- Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie)
- L'Italie est membre de la Triple Alliance avant de se rallier à la Triple Entente en 1915

APRÈS AOÛT 1914

- Au côté de l'Entente
- Aux côtés des empires centraux



erre

(1907)

(1882)

bre de l'Alliance
er à l'Entente

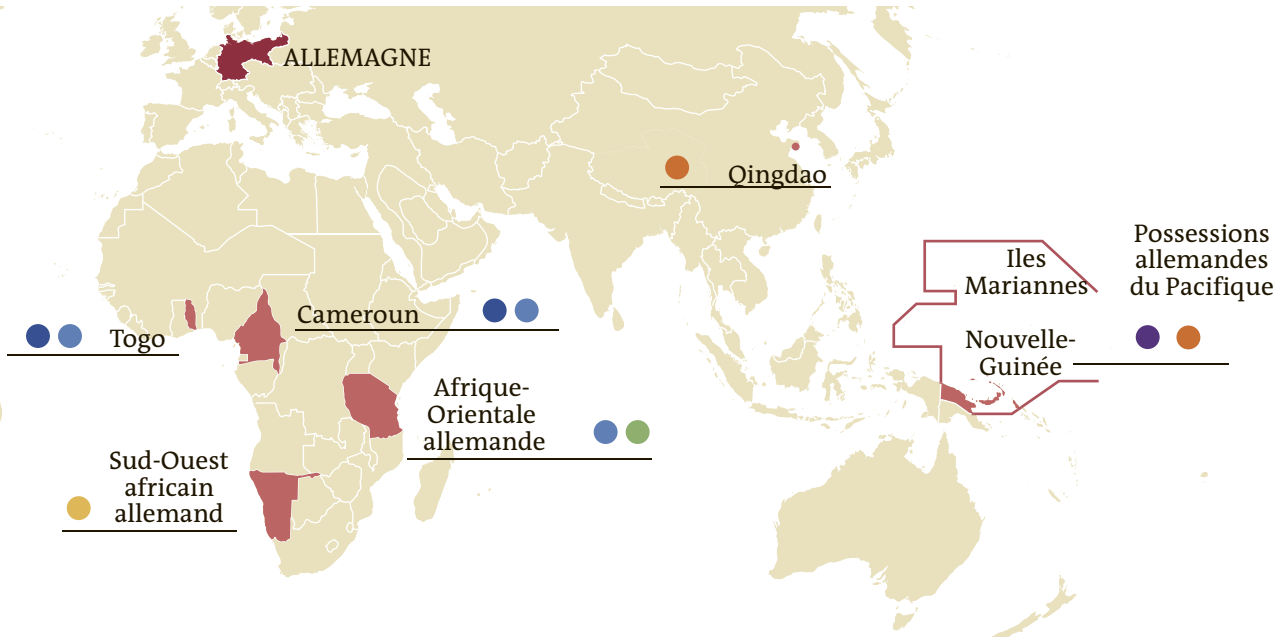
ente

traux

Le partage de l'empire colonial allemand en 1919

Attribution à :

- La France
- La Grande-Bretagne
- La Belgique
- L'Australie
- Le Japon
- L'Afrique du Sud



Les frontières indiquées sont celles de 1914

L'amitié franco-serbe enfouie à Thiais

En 1918, la Serbie est perçue comme une nation victime, alliée de la France. Mais la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie à la fin du XX^e siècle a occulté cette image positive. Vestiges d'une amitié oubliée, les tombes de 700 soldats et officiers serbes sont regroupées dans le Val-de-Marne

Le tramway 7, rame ultramoderne où se mêlent toutes les populations, s'arrête devant le cimetière de Thiais, dans la banlieue sud de Paris. Il faut ensuite traverser une avenue encombrée de voitures, puis passer sous un portail immense, démesuré, sauf à considérer que ce sont les portes du temps ou, qui sait, de l'immortalité. Plus de cent hectares, 150 000 concessions, autant dire une ville endormie : il faut demander son chemin. « *Le carré serbe ? Vous voulez dire les soldats de 14-18 ? A gauche, par là, et puis tout droit* », indique le gardien. Au bout de l'allée bitumée, elles sont là, en effet, les quelque 700 croix. Sept cents bonshommes à touche-touche, alignés comme s'ils devaient monter par vagues à l'assaut. Ou plutôt ordonnés pour une revue militaire car les officiers sont au premier rang, colonel en tête, et la piétaille suit derrière. Au milieu, sur la même hampe, sont accrochés les drapeaux de la France et de la Serbie, plantés sur un tertre fleuri.

Les prénoms et les noms sont écorchés sur les plaques, comme si le graveur maniait mal les langues slaves : Borislav Bogdanovic, Milan Gavilovic, Jeso Sertic, Dragisa Radovanovic, Zvojin Avramovic sont orthographiés de manière approximative. Souvent ne figure en dessous qu'une vague mention : « *Mort pour la patrie. 1914-1918* ». Quelques croix, la plupart du temps celles des officiers, portent une date plus précise : « *10 décembre 1916* », « *22 février 1918* » ou ce « *12 novembre 1918* », terrible d'ironie. Mêmes les historiens interrogés ont peu de détails sur le parcours qui a conduit ces hommes jusqu'à Thiais, à 1 500 kilomètres de chez eux. Ils se sont battus dans les Balkans. Blessés ou malades, ils ont été transportés en bateau jusqu'à Marseille par leurs alliés français. Ils ont été dispersés dans des hôpitaux militaires mais n'ont pu être sauvés. Dans les années 1930, dix ans après l'ouverture du cimetière de Thiais, ils furent regroupés là.

Ces pauvres hères ont une valeur symbolique, en ces temps de centenaire et de commémoration mémorielle. Ils sont partis des Balkans, où la guerre a déflagré. Ils ont fini ici, dans cette banlieue de Paris, tout près et si loin des ors de Versailles, sous lesquels fut signée la paix, du moins son illusion, au travers de traités censés la garantir.

Plus près encore de la galerie des Glaces de Versailles où les plénipotentiaires redessinaient si maladroitement les frontières de l'Europe, se trouve l'école militaire de Saint-Cyr. Dans la grande salle de réunion, située dans une aile historique qui a échappé aux bombardements de la seconde guerre mondiale, le plancher craque sous les pas et les murs sont tapissés d'une gigantesque bibliothèque. Jusqu'à l'odeur, mélangeant le bois patiné et le vieux papier, qui semble d'un autre temps. Les livres aux titres en français, en anglais ou en allemand, datent de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Ils figurent si bien une époque et l'esprit de cette élite européenne à la fois polyglotte et patriote, dans un continent tiraillé entre nationalisme et universalisme.

Pierre I^{er} de Serbie incarnait parfaite-

ment ces tensions contraires. Il étudiait dans ces murs, quand ils accueillaient encore l'Ecole spéciale militaire, transférée en 1945 à Coëtquidan (Morbihan). Le représentant de la dynastie des Karagegevic était imprégné de culture française, héritier à sa manière des valeurs de ce pays. En 1870, il s'engagea dans la Légion étrangère pour combattre à ses côtés. Arrivé au pouvoir en Serbie en 1903, après avoir renversé la dynastie des Obrenovic, plus proches de l'Empire austro-hongrois, il ne cessa d'entretenir cette francophilie. « *Il va mettre en place une monarchie parlementaire et mener un combat pour la nationalité qui peut être considéré comme un héritage de la Révolution française* », explique Frédéric Le

Ils sont partis des Balkans, où la guerre a déflagré. Ils ont fini ici, dans cette banlieue de Paris, tout près et si loin des ors de Versailles, sous lesquels fut signée la paix, du moins son illusion

Moal, auteur de *La Serbie, du martyre à la victoire (1914-1918)* (14-18 Editions, 2008). Cet historien enseigne à Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), dans ce qui est désormais un lycée, simplement empreint des codes militaires : uniformes, discipline, cour sans le moindre papier gras. L'enseignant entretient en quelque sorte dans ces lieux l'intérêt et même l'empathie pour les Serbes qui ont longtemps prévalu dans l'armée française. Cette fascination puise directement sa source dans la première guerre mondiale. « *Le rapprochement entre les deux pays est antérieur à 1914*, explique Frédéric Le Moal. *Mais le conflit a renforcé ce lien. La France s'est rangée du côté des Serbes en raison du jeu des alliances : alliance franco-russe d'une part et alliance russo-serbe de l'autre, mais elle l'a également fait en solidarité avec ce petit pays ami qui était considéré comme victime d'une agression.* » Le corps expéditionnaire français qui aide l'armée de Pierre I^{er} trouve également des affinités et des valeurs communes jusqu'en bas de la hiérarchie. « *Les soldats serbes étaient issus d'un peuple de paysans propriétaires, très attachés à leur terre, comme l'étaient les soldats français.* » 380 000 Français combattirent sur le front d'Orient et 42 000 trouvèrent la mort dans les Dardanelles ou les Balkans, enterrés dans plusieurs cimetières, le plus grand situé à Bitola, en Macédoine. Après plusieurs victoires en 1914, l'armée et le gouvernement de Pierre I^{er} durent fuir en 1915 à travers le Monténégro et l'Albanie jusqu'à Corfou. La France aida à cet exode puis à la reconquête depuis

Salonique. L'héroïsme des Serbes fut magnifié par la propagande française. Il faut se souvenir des dithyrambes d'Albert Londres qui sillonna cette région en guerre, sa plume magnifiant le courage d'un peuple. A vrai dire, il n'y avait guère à en rajouter tant les souffrances furent patentes. « *450 000 soldats et 800 000 civils ont été tués, soit un tiers de la population totale*, explique Frédéric Le Moal. *L'armée autrichienne s'est livrée à de véritables massacres.* » En remerciement de ce sacrifice et de cette fidélité, la France soutint, par le traité de Trianon, la création de la Yougoslavie, une nouvelle nation réunissant les Slaves du sud mais sous domination serbe.

Dans l'entre-deux-guerres, cette complicité allait atteindre son apogée, explique à Belgrade l'historien Dusan T. Batakovic. Ambassadeur de Serbie en France de mars 2009 à décembre 2012, cet ancien étudiant en Sorbonne est l'auteur de *La Serbie et la France : une alliance atypique* (Institut des études balkaniques, 2010) et *Les Sources françaises de la démocratie serbe* (CNRS éditions, 2013). « *Le martyre de la première guerre mondiale, notamment la traversée de l'Albanie, est un fondement de notre identité. Il n'est pas une famille qui n'ait un membre qui ait vécu ce drame. Les Serbes n'ont jamais oublié l'aide que leur apporta la France dans cette période.* »

Les deux peuples firent donc assaut de civilités, au lendemain de l'Armistice. Il en reste aujourd'hui de multiples traces à Paris, de la rue Pierre-I^{er}-de-Serbie au monument à Alexandre I^{er} de Yougoslavie, érigé porte de la Muette. Semblables témoignages se retrouvent à Orléans et ailleurs en France. Belgrade fut décorée de la Légion d'honneur en 1920. Dans la capitale yougoslave, fut inauguré en 1930 un « monument de la reconnaissance à la France » dans le parc de Kalemegdan, avec ces mots : « *Aimez la France comme elle nous a aimés* ». Louis Franchet d'Espèrey, chef du corps expéditionnaire français, fut nommé *voivoda*, l'équivalent de maréchal de l'armée serbe. Un restaurant réputé porte toujours son nom à Belgrade. Il y a une rue Poincaré, une rue Clemenceau.

La France devint, pour le meilleur et pour le pire, l'épicentre des tumultes qui continuaient d'agiter les Balkans. En 1934, Alexandre I^{er} fut assassiné à Marseille. L'Albanais Essad Pacha Top-tame, chef de gouvernement en exil, fut assassiné en 1920 à Paris, devant l'Hôtel Continental où il résidait, par un compatriote qui l'accusait de trahir son pays en l'alliant aux Serbes. Il a été enterré à Thiais, seule stèle musulmane au milieu des croix du carré militaire. Mais dès la fin des années 1930, les liens vont se distendre. Quand Hitler envahit la Yougoslavie en 1941, la France n'est plus là pour l'aider. Elle a déjà été sortie du jeu par la débâcle de 1940. C'est l'Armée rouge qui libère Belgrade. Sous Tito, les liens continuent de se distendre.

A Thiais, Dragana et Dragan Nikosavic se promènent d'un pas lent entre les tombes du carré serbe, s'arrêtent pour noter un nom familial. Le frère et la sœur échangent quelques rares mots. « *C'est beaucoup d'émotion* », dit Dragana, 43 ans. A la fin des années 1960, son père



venait en France pour acheter des voitures qu'il revendait dans son pays, notamment des DS qui étaient du dernier chic à Belgrade. Il a fini par s'installer ici, comme 300 000 autres Serbes, puis a fait venir sa famille. Dragana est née en Yougoslavie, Dragan en France. Les enfants allaient en semaine à l'école française et se rendaient le mercredi après-midi et le samedi, à l'école yougoslave, tenue par les communistes, où étaient gommées toutes les dissensions et les haines du passé. « *On nous racontait une histoire qui commençait à Tito* », explique Dragana. L'histoire de la première guerre mondiale, comme beaucoup de jeunes Serbes, le frère et la sœur l'ont apprise dans le giron familial. Un grand-père était garde du roi. Un autre parent a été enterré dans le cimetière militaire de Salonique. Les Nikosavic sont allés voir sa tombe, qui porte le numéro 5624.

La famille a traversé des moments difficiles dans les années 1990, quand la guerre a éclaté en Yougoslavie. Le peuple

serbe qui se voyait depuis 1914 en victime de la barbarie se retrouvait accusé d'être le bourreau, l'instigateur des massacres, de Srebrenica au Kosovo. « *Personne ne voulait entendre notre point de vue*, se lamente encore Dragana. *Cela a créé beaucoup de ressentiments. On pouvait attendre ça des Etats-Unis ou de l'Allemagne, pas de la France.* » Dragana est retournée vivre à Belgrade en 2003. Dragan est resté mais, ayant la double nationalité, il a fait son service militaire en Serbie.

Opposant à Slobodan Milosevic, négociateur en 2005 sur le statut du Kosovo puis chef de la délégation serbe à la Cour pénale internationale entre 2009 et 2011, Dusan Batakovic critique également « *un manque d'équilibre dans la présentation de la guerre civile en Yougoslavie* ». Il se souvient comment, en 1999, la statue de la place Kalemegdan fut voilée de noir, en signe de deuil, quand les avions français participèrent aux bombardements de cibles serbes. Mais il se souvient également de l'attitude ambiguë de nom-



Croix dans le carré militaire serbe des morts de la guerre de 1914-1918, au cimetière de Thiais (Val-de-Marne).

GUILLAUME HERBAUT POUR « LE MONDE »

breux militaires français au sein de l'OTAN, dont l'éducation militaire était imprégnée du souvenir de 1914-1918. Le directeur de l'Institut des études balkaniques rappelle surtout cette célèbre phrase prêtée à François Mitterrand, inspirée des principes d'éducation qui furent ceux de sa génération : « *Moi vivant, jamais, vous m'entendez bien, jamais la France ne fera la guerre à la Serbie.* »

Etudiant à Saint-Etienne puis à la Sorbonne, c'est à cette époque que Frédéric Le Moal centra ces études sur la guerre de 1914-1918 dans les Balkans. « *Je me demandais : "Pourquoi une telle violence en Bosnie ?" Je voyais bien une permanence historique dans les combats qui se déroulaient.* » Il se rappelle la difficulté à mener

sereinement ses recherches, dans un contexte de passions exacerbées. « *La Serbie est sortie nation glorieuse de 1914-1918 et nation humiliée du Kosovo.* »

Aujourd'hui qu'il frappe à la porte de l'Europe, le pays essaye de ressusciter l'une pour faire oublier l'autre. En avril 2011, à l'instigation de Batakovic qui était alors ambassadeur, le président Boris Tadic vint se recueillir sur les tombes de Thiais et prononcer un discours d'ouverture. Cette année, un important colloque sur la première guerre mondiale s'est déroulé à Belgrade, inauguré par le nouveau président, Tomislav Nikolic, et béni par le patriarche Irénée de Nis. Mais, pour les Européens, la Serbie reste un pays suspect, un fauteur de troubles. « *La Roumanie et la Bulgarie sont entrées dans l'Union européenne alors que ces pays ont plus de corruption que nous et un niveau de vie plus bas que le nôtre,* regrette Dragana. *Pourquoi pas nous ?* » Chaque soubresaut nationaliste dans la région réveille les mêmes craintes d'em-

brasement européen. La « poudrière des Balkans » fait toujours peur. C'est ce qu'a démontré récemment le déchaînement de passions provoqué par l'apparition (suspendu à un drone) sur un terrain de football de Belgrade d'un drapeau de la grande Albanie, incluant le Kosovo, lors d'un match entre les deux pays. Ou les commentaires mettant en doute la loyauté serbe envers l'Europe, après la visite de Vladimir Poutine à Belgrade, pour commémorer la libération de la ville.

De victime de la première guerre mondiale, statut qu'elle avait en 1918, la Serbie est passée à celui de coupable. Le succès du livre de l'historien australien Christopher Clark, *Les Somnambules* (Flammarion, 2013), qui fait de la Serbie le boutefeu du conflit en 1914, témoigne de ce renversement. L'ouvrage a été vivement attaqué à Belgrade. « *Il y a désormais l'image du dangereux Serbe* », constate Frédéric Le Moal. Gavril Princip a chassé Pierre I^{er}. ■

BENOÎT HOPQUIN

1977 : une histoire globale des anciens combattants

UN LIVRE, UN ENJEU

C'est pendant la guerre d'Algérie que le jeune conscrit, officier norman, Antoine Prost (né en 1933) conçut son sujet de thèse sur les anciens combattants de la Grande Guerre. Non que les deux guerres fussent comparables, pas plus que l'expérience du combat de l'historien – relativement limitée, comme Prost le note lui-même dans son introduction – avec celle des poilus dans les tranchées. Mais c'est ainsi que les questionnements s'élaborent, dans une tension entre passés et présents.

Reste que le thème était audacieux dans le contexte historiographique des années 1960-1970. D'abord, de nombreux anciens combattants étaient encore vivants. C'est à la fois une contrainte, car le chercheur est enserré par de multiples discours, et un atout, car il y a là une mémoire vivante, riche de mille transmissions. Ensuite, Prost choisit de ne pas traiter la guerre elle-même mais ses conséquences dans les mémoires combattantes, ce qui n'était pas l'approche la plus fréquente alors. Enfin, déjà formé à l'étude du mouvement ouvrier, l'historien se saisit des sciences sociales et de leur méthode pour s'intéresser non pas à tous les anciens combattants mais à ceux – environ la moitié – qui sont regroupés dans des associations. Outre l'usage de la sociologie, Prost affirme : « *Faute de méthode assurée, nous emprunterons à la fois aux linguistes, aux ethnologues et aux folkloristes, pour fonder une interprétation globale.* » C'est conscient des enjeux qu'il avance sur le sujet : « *Ecrire l'histoire des combattants, c'est les ranger définitivement dans un passé à jamais révolu. On dit souvent que l'histoire demande du recul : elle le crée plus sûrement encore. Cette recherche contribue à éloigner de*

nous et à faire glisser du présent au passé la génération de 1914 avant même qu'elle n'ait totalement disparu. »

S'appuyant sur une grande masse d'archives et de sources, Prost bâtit une œuvre en trois temps. Le premier consiste à suivre l'histoire des principales associations, entre division et unité, depuis la guerre même. Le deuxième plonge dans la sociologie des acteurs, simples adhérents comme dirigeants. Le troisième, enfin, interroge les « mentalités et idéologies » du mouvement. A vrai dire, ce volume dépasse ce que ce dernier mot semble signifier de prime abord. L'historien propose une analyse des formes et des pratiques mémorielles des vétérans : les efforts de transmission de l'expérience et le culte des morts, si important, en particulier autour des monuments.

Au final, les apports sont de plusieurs ordres. C'est à l'évidence l'étude modèle d'un « mouvement de masse » qui socialise les « classes moyennes » (peu organisées en général) et remplit des fonctions de protection sociale. Le travail défait l'idée d'un mouvement combattant proche du fascisme, pour insister sur la force du « pacifisme patriotique » en son sein. C'est aussi un bilan des capacités d'action des anciens soldats, performantes pour faire avancer leurs droits (pensions, retraites...), moins quand il s'agit de peser dans l'arène politique. C'est encore une fine analyse de l'« esprit combattant », celui revendiqué par les acteurs et celui que peut restituer l'historien. Bien des thèmes développés par l'historiographie des années 1990-2000 sont ainsi déjà interrogés ici. ■

NICOLAS OFFENSTADT

Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939, d'Antoine Prost (3 volumes, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977).

Joël Day, gardien de la forêt de Verdun

UN ACTEUR DU CENTENAIRE

« Vous voyez cet arbre ! Il est criblé de ferraille. Il a été décapité par un obus allemand pendant la bataille de Verdun en 1916, mais il a cicatrisé et il a pu continuer à vivre », explique Joël Day, agent de l'Office national des forêts (ONF), en poste à Verdun depuis 1981.

Cet arbre « relique », il devrait bientôt être possible de venir l'admirer en louant des vélos électriques. Leur mise en circulation est prévue en même temps que la réouverture du Musée du mémorial de Verdun, en novembre 2015. Joël Day a réalisé le tracé des pistes cyclables et des sentiers pédestres qui permettront aux touristes de découvrir les vestiges de la Grande Guerre cachés dans la forêt de Verdun, comme la tombe du mitrailleur Henri Waechter ou l'abri Douaumont-Vaux 4 (DV4), dont le plafond en béton pendouille depuis un siècle, retenu par ses seuls fils d'armature. « *Il y aura un parcours pédestre fléché de Vaux à Douaumont, long de 3,7 km, équipé de panneaux pédagogiques centrés sur le combattant de Verdun, mais aussi sur l'histoire de la forêt,* indique Joël Day. *Les randonneurs auront aussi des GPS et des tablettes.* »

La forêt de Verdun, Joël Day, la connaît par cœur. Fils de forestier, arrière-petit-fils de « poilu » mort devant Douaumont, il sait où se trouvent les pins d'Autriche livrés par l'Allemagne au titre des réparations de guerre dans les années 1930, les épicéas « arrivés naturellement », les 35 000 hêtres plantés

l'an dernier, mais aussi les arbres centenaires comme ce pommier, fils de trognon de « poilu ». « *Avant la guerre, il y avait de la forêt ici, mais aussi des champs cultivés et de la vigne. Les millions d'obus ont tout détruit. Il a fallu une dizaine d'années pour nettoyer le champ de bataille. Certains anciens combattants auraient voulu qu'on le laisse en l'état. Finalement, on a décidé de reboiser dans les années 1930.* »

« Forêt d'exception »

Joël Day fait partie de ceux qui ont œuvré pour que ce territoire de 9 600 hectares soit classé « forêt d'exception » en juin. « *Ce label permettra d'obtenir des subventions, mais surtout de fédérer tous les acteurs du champ de bataille pour que le site soit à la hauteur en février 2016, pour son centenaire* », insiste-t-il. Un vœu pieux ? Comme de nombreux Verdunois, il déplore que les querelles entre l'ancienne mairie et le conseil général aient empêché sa ville, qui attire 300 000 touristes par an, d'être prête pour 2014. « *Ça ne donne pas une très bonne image du département* », regrette-t-il.

Cette année, Joël Day s'est dépensé sans compter pour entretenir son secteur qui s'étend sur 2 200 hectares. Pour les incendies de forêt, les chevreuils écrasés, les décharges sauvages, c'est lui qu'on appelle en premier. « *Cet été, des individus ont fait exploser un obus de 155 allemand. Il a fallu éteindre, puis nettoyer.* » Chaque année, entre 10 et 12 tonnes d'obus sont retrouvées dans la forêt de Verdun. ■

ANTOINE FLANDRIN

Le rendez-vous manqué de l'Europe avec le centenaire

Faute d'imagination ou de courage face à des blessures encore à vif, l'Union a renoncé à honorer la Grande Guerre. Elle perd une occasion de se raconter et de prendre conscience d'elle-même

VU D'AILLEURS

BRUXELLES (BUREAU EUROPÉEN) - correspondant

L'événement est passé presque inaperçu et n'aura finalement pas étonné grand monde, comme s'il était dans l'ordre des choses. En janvier, la Commission européenne confirmait qu'elle renonçait à célébrer le centenaire de la Grande Guerre. « *Trop de cicatrices, trop lourd, trop risqué* », écrivait *Le Monde*. « *A la décharge de la Commission, l'affaire n'était pas simple. Trop de cicatrices...* », relevait en juillet, dans nos colonnes, le romancier Pierre Lemaitre, Prix Goncourt 2013 pour *Au revoir là-haut* (Albin Michel), son éblouissante fresque sur le conflit.

L'Europe aurait pu saisir cette occasion presque rêvée pour dénoncer « *les nationalismes qui ressurgissent et ont été parmi les moteurs du déclenchement de cette guerre* », relevait-il. Mais elle ne l'a pas fait. Elle aurait pu souligner la nécessité de construire une mémoire collective, de rompre avec les visions nationales du conflit qui ont caractérisé beaucoup de commémorations. Mais elle ne l'a pas fait. Elle aurait simplement pu honorer en grande pompe la mémoire des millions de morts avec une grande manifestation dans un lieu symbolique de sa construction, elle qui finit par fatiguer les jeunes générations en se présentant comme un gage de paix, celui du « Plus jamais ça ». Mais elle ne l'a pas fait, « *in-*

capable de se raconter sa propre histoire », poursuivait l'écrivain.

Finalement, « Bruxelles » a donc suivi l'air du temps et, par manque d'imagination et de courage, n'a pas voulu, pas pu, réagir à la désaffection que manifestent, d'élection en élection, les citoyens. C'est en illustrant le drame de 1914-1918, en réexpliquant qu'il n'a trouvé une issue qu'en 1940-1945 avec une autre explosion de violences et de massacres, mais aussi la prise de conscience d'un bien commun et l'éclosion d'un idéal de paix, que l'Union aurait pu lancer un message positif voire fédérer une mémoire et une conscience. Raté...

C'est d'autant plus regrettable que les institutions n'ont pas été totalement absentes. Elles ont soutenu le premier rendez-vous du centenaire, en juin, à Sarajevo, pour commémorer l'acte déclencheur du conflit. Elles ont aussi financé des projets comme celui de la Mémoire de la Grande Guerre, qui a réuni des régions belges et françaises (Nord et Picardie) pour des célébrations sur les lieux de batailles sanglantes.

Au-delà ? Rien d'autre qu'un malaise face à des manifestations en ordre dispersé, avec une Allemagne sur la défensive, une Italie quasi muette et des Etats d'Europe centrale et orientale célébrant leur naissance sur les ruines des empires effondrés, tandis que la Serbie développait sa propre vision des origines de la guerre. Face à cela, les institutions auraient pu élaborer une sorte de contre-discours et montrer que certains visionnaires avaient, avant même le déclenche-

ment du conflit, imaginé qu'un projet européen pouvait éclore et servir de remède. « *L'européisme* », comme on l'appelaient alors, s'affirma lors de conférences à La Haye en 1899 et en 1907. « *Au lendemain de la première guerre mondiale, dans le cadre de la toute jeune Société des nations, le mouvement internationaliste reprit de la vigueur et s'efforça de trouver des solutions pour que cette guerre fût bien la "der des ders"* », souligne Jérôme

L'Union aurait pu souligner la nécessité de rompre avec les visions nationales du conflit qui ont caractérisé beaucoup de commémorations

Grévy dans l'ouvrage collectif *Signes, couleurs et images de l'Europe* (Presses universitaires de Rennes, 2011).

L'Union aurait aussi pu enrichir son panthéon et célébrer des pionniers, tel le comte Coudenhove-Kalergi, qui institua une Union paneuropéenne après 1918 pour créer une union politique et économique, seul moyen, selon lui, d'éviter une autre déflagration. Il inspira directe-

ment le projet d'Aristide Briand, attaché à réconcilier la France et l'Allemagne et à trouver les conditions d'une paix durable. Le comte créa aussi, en 1947, une Union parlementaire européenne. Mais l'opinion ignore tout de lui.

« *Coudenhove et Briand eurent sans doute raison trop tôt* », estime M. Grévy. Si une tentative de mémoire collective a bien été lancée avec la célébration – un peu incantatoire – de « pères », comme Jean Monnet ou Robert Schuman, elle a préféré oublier les vrais pionniers, sans doute jugés coresponsables du retour de la guerre alors qu'ils avaient, en réalité, imaginé les moyens de l'éviter.

« *Comment transmettre aujourd'hui le sens de l'appartenance à une collectivité plus large ?* » interrogeait, en 2008, Dominique Schnapper, directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), dans un document (« Identité et Mémoire ») publié à l'occasion de la présidence française de l'Union. Manifestement, la réflexion n'a pas progressé. L'universitaire prônait une éducation civique axée non plus sur la transmission des valeurs nationales, mais sur celle de valeurs civiques, faisant appel aux sentiments inscrits depuis des siècles dans la conscience des Européens. Les commémorations de 1914-1918 auraient pu permettre une telle pédagogie et l'affirmation, un peu plus émotionnelle et passionnée que d'habitude, d'une identité européenne. Il est particulièrement regrettable que rien de tout cela n'ait eu lieu... ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



AGENCE DE PRESSE MEURISSE/BNF

Un deuil ritualisé : le choix du Soldat inconnu

UNE IMAGE, UN SYMBOLE

Un jeune soldat presque imberbe est au garde-à-vous, intimidé, entouré de veuves de guerre et de mutilés. A droite, devant des notables, se tient la haute figure d'André Maginot, ministre des pensions, lui aussi ancien combattant et grand blessé de guerre.

La scène se déroule le 10 novembre 1920, dans une casemate de la citadelle de Verdun, pavoisée pour l'occasion. Visible au premier plan, un bouquet d'œillets vient de désigner le corps auquel des hommages solennels seront rendus le lendemain, pour les célébrations du deuxième anniversaire de l'Armistice, coupées avec celles du cinquantenaire de la République : le « Soldat inconnu ».

La solennité de la photo rend bien compte de la ritualisation soignée du dispositif. Huit cercueils ont été rassemblés en ce lieu symbolique de la ténacité douloureuse mais victorieuse des combattants français, chacun contenant un corps non identifié venant d'une des régions du front. Huit seulement, car un doute subsistait pour l'un des neuf secteurs militaires alors délimités : il n'aurait pas fallu risquer d'inhumer un ennemi.

« Tout pâle sous la barre d'ombre du casque »

Le choix de l'inconnu est revenu à Auguste Thin, « *tout pâle sous la barre d'ombre du casque* », comme l'écrivit Roland Dorgelès, envoyé spécial du journal *Excelsior*. Commis d'épicerie engagé volontaire à 19 ans en janvier 1918, gazé, fils d'un mort pour la France, le caporal Thin incarne déjà l'exemplarité d'un combat-

tant ordinaire, au cœur de ces cérémonies. Le Soldat inconnu permet en effet de symboliser le deuil et la perte des quelque 300 000 morts français disparus sans sépulture. Mais il contribue également à fixer la mémoire du conflit autour du « *sacrifice anonyme* » de l'humble soldat des tranchées, suivant l'expression alors employée par Maginot.

Le 7 novembre 1920, près d'Arras, le général britannique L. J. Wyatt avait choisi les yeux fermés un « Tommy » inconnu, ensuite inhumé dans l'abbaye de Westminster ; deux ans plus tard, en Belgique, c'est à un aveugle de guerre, Raymond Haesebrouck, que reviendra le même choix funèbre. Autant de soldats inconnus et de rituels qui montrent la force presque universelle d'un tel symbole pour affronter la mort de masse du premier conflit mondial. ■

ANDRÉ LOEZ

TEMPS FORTS SÉLECTION

Expositions

Bibliothèque municipale de Lyon

« Lyon sur tous les fronts ! » Jusqu'au 11 janvier 2015.

Bm-lyon.fr

Musée de l'armée

« Vu du front ». Paris, jusqu'au 25 janvier 2015.

Musee-armee.fr

Musée national Fernand-Léger

« Ah que la guerre est cubiste ! » Biot (Alpes-Maritimes), jusqu'au 2 février 2015.

Musees-nationaux-alpesmaritimes.fr

Mémorial de la Shoah

« Les engagés volontaires juifs étrangers dans les armées françaises durant les deux guerres mondiales ». Paris, jusqu'au 8 mars 2015.

Memorialdelashoah.org

Mairie du 1^{er} arrondissement

« La Grande Guerre et le Liban ». Paris, du 12 au 21 novembre.

Bo.usj.edu.lb

Espace des Augustins

« 14-18 : les étrangers en Tarn-et-Garonne ». Montauban, du 12 novembre au 11 janvier 2015.

Espacedesaugustins.fr

Musée de la Résistance et de la déportation de l'Isère

« Poilus de l'Isère ». Grenoble, du 12 novembre au 18 mai 2015.

Resistance-en-isere.fr

Musée des beaux-arts de Cambrai

« La mobilisation des esprits : caricatures françaises pendant la Grande Guerre ». Du 15 novembre au 15 février 2015.

Museenor.com

Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

« La mort des poètes ». Du 22 novembre au 1^{er} février 2015.

Bnu.fr

Spectacles

Ablon-sur-Seine

« Mutin ! » Compagnie Art mobile. Salle

Charlie-Chaplin, 11 novembre.

Ablon-sur-seine.fr

Mâcon

« La tragédie est le meilleur morceau de la bête ». Le Théâtre, scène nationale, 20 et 21 novembre.

Theatre-macon.com

Sedan

« L'engrenage ». Amphithéâtre

Pierre-Mendès-France, 29 novembre.

Sedan.fr

Porte-lès-Valence

« Le violoncelle de guerre », Emmanuelle Bertrand et Didier

Sandre. Le Train Théâtre, 3 décembre.

Train-theatre.fr

Cinéma

Centre Pompidou

« Lettres d'un temps de guerre », films documentaires.

Paris, jusqu'au 24 novembre.

Bpi.fr

Fondation Jérôme-Seydoux-Pathé

« Pathé autour de la Grande Guerre ».

Paris, jusqu'au 25 novembre.

Fondation-jeromeseydoux-

pathe.com

Cinémathèque française

« Le cinéma de la Grande Guerre ».

Paris, du 12 novembre au 1^{er} décembre.

Cinematheque.fr

EntreVues

« 14-18, kaléidoscope ». Belfort, du 22 au 30 novembre.

Festival-entrevues.com

Colloques

Unesco « Des Balkans au monde : Entrer en guerre (1914-1918) ». Conseil international des sciences historiques, Mission du centenaire. Paris, du 13 au 15 novembre.

Cish.org

Musée d'art et d'histoire du

judaisme

« Une guerre fratricide ? Juifs allemands et français dans la Grande Guerre ». Paris, 14 novembre.

Mahj.org

Bibliothèque municipale de Dijon

« Manger et boire entre 1914 et 1918 ».

14 et 15 novembre.

Bm-dijon.fr

Hôtel de Ville de Paris

« Le syndicalisme à l'épreuve de la première guerre mondiale ». Université Paris-I, Institut CGT d'histoire sociale, 26 et 27 novembre.

Chs.univ-paris1.fr

Université Paris-Ouest Nanterre

« Les peintres et la première guerre mondiale ». Du 4 au 6 décembre.

Musee-armee.fr

.....

Sur le site Centenaire.org

Consultez le programme détaillé

Lemonde.fr/centenaire-14-18

